



Le coup d'Etat bolivien: ce que les médias grand public ne vous disent pas

Par [Francisco Dominguez](#)

Mondialisation.ca, 13 novembre 2019

[Morning Star](#) 12 novembre 2019

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#)

Capture d'écran : Photo Morning Star - La police arrête un partisan de l'ancien président Evo Morales lors d'affrontements au sud de La Paz, en Bolivie, aujourd'hui

Le Comite Ciudadano (Comité des citoyens), une coalition de droite dirigée par l'ex-vice-président bolivien Carlos Mesa et Luis Fernando Camacho, entrepreneur multimillionnaire à la tête du groupe de pression d'extrême droite Comite Civico de Santa Cruz, a lancé conjointement une vague de violence brutale dans de nombreuses régions du pays visant explicitement à chasser le président Evo Morales, élu démocratiquement.

La violence est perpétrée par des voyous armés et rémunérés dont la cible principale a été les bâtiments publics, les organisations associées au gouvernement (syndicats, coopératives, communautés pauvres et quartiers soupçonnés d'être des bastions pro-morales, stations de radio communautaires et autres), les personnes liées au gouvernement (ministres, maires, etc) et surtout les personnes d'origine autochtone qui ont enduré le plus de racisme. Ce sont les femmes indigènes qui ont été les plus ciblées.

Il s'agit d'une reconstitution de la vague de violence raciste lancée en 2008, visant à la fois à évincer Morales, élu démocratiquement, et à diviser l'État en deux, en cherchant à créer un pays non autochtone dans la région orientale du territoire, exactement là où se trouvent les riches gisements pétroliers et gaziers.

À l'époque, l'ambassadeur américain Phillip Goldberg jouait un rôle central dans l'opération. Les États-Unis, comme pour le pétrole du Venezuela, n'ont pas renoncé à s'emparer de ces richesses, d'autant plus que la Bolivie possède les plus grands gisements de lithium du monde.

C'est la défaite électorale subie par la droite bolivienne lors de l'élection nationale du 20 octobre 2019 qui a été à l'origine de cette situation. Les résultats ont donné la victoire au Mouvement pour le socialisme (MAS) de Morales avec 47,08 pour cent, contre Carlos Mesa avec 36,51 pour cent et un autre candidat avec 8,78 pour cent. En outre, le MAS a obtenu la majorité absolue au Congrès et au Sénat. L'opposition de droite a refusé de reconnaître les résultats et, de la manière typique de la droite latino-américaine, a allégué une fraude.

En Bolivie, les élections sont entièrement manuelles. La droite a donc profité du retard normal des élections boliviennes pour donner des résultats définitifs, en raison du temps qu'il faut pour que le vote majoritairement indigène et rural soit compté et que ses résultats soient envoyés à La Paz pour l'agrégation des voix par le Tribunal électoral suprême (TSE),

comme preuve d'un acte criminel.

L'aile droite a lancé une campagne médiatique enivrante (avec le soutien total des grands médias mondiaux) qui a révélé que des fraudes avaient été commises.

Puis l'offensive du coup d'État a sérieusement commencé et, le 22 octobre, des voyous de droite ont saccagé le pays et, entre autres barbaries, incendié trois bureaux électoraux à travers la Bolivie en prétendant qu'ils avaient « truqué les votes ».

Leur violence s'est massivement intensifiée lorsque le TSE a annoncé la victoire de Morales sur le principe constitutionnel selon lequel si un candidat à la présidence obtient plus de 40 % et au moins 10 points de plus que le second, il n'est pas nécessaire de procéder à un second tour.

Afin de désamorcer la situation tendue, Morales a demandé au TSE d'inviter l'Organisation des États américains (OEA) à effectuer un audit sur les élections. Mesa, Camacho et leurs partisans ont rejeté catégoriquement cette demande et ont exigé de nouvelles élections et la démission de Morales, tout en continuant à pousser les voyous racistes à mener une chasse aux sorcières à l'échelle nationale contre les partisans du MAS.

Les médias sociaux sont pleins d'images horribles de violence raciste contre les femmes et les hommes autochtones, comme le cas de Patricia Arce, maire du MAS de Vinto, à Cochabamba, qui a été arrêtée par des voyous qui lui rasaient les cheveux, l'aspergeaient de peinture rouge (couleur de l'aile droite en Bolivie), la forçait à marcher pied nu dans la ville et à s'agenouiller pour demander pardon de soutenir le gouvernement Morales.

Elle a courageusement refusé de s'excuser, a tenu bon et a finalement été sauvée par les forces de l'ordre. Pendant ce temps, d'autres voyous racistes armés ont mis le feu à l'hôtel de ville de Vinto.

De même, la mairie d'Oruro a été incendiée par des voyous de l'opposition, la maison de Victor Hugo Vasquez, gouverneur d'Oruro, et la maison d'Esteban Urquizo, gouverneur du MAS de Sucre à Chuquisaca a connu le même sort.

De plus, Victor Borda, président du Congrès bolivien, a démissionné de son poste et même de son poste de député parce que des opposants armés de la ville de Potosi ont enlevé son frère.

Il a démissionné pour préserver la vie de son frère et contribuer à la paix du pays. C'est une technique qui a été utilisée contre d'autres membres éminents du MAS, d'où un certain nombre de démissions, présentées comme une crise au sein du MAS. Même les médias de droite boliviens rapportent cette méthode.

Dans un autre scandale raciste, la maison d'Esther Morales Ayma, la sœur d'Evo Morales, dans la ville d'Oruro, a également été incendiée.

Des foules d'extrême droite ont occupé violemment les locaux de la télévision bolivienne et de Nueva Patria Radio, deux médias pro-gouvernementaux, où ils ont expulsé de force tous les travailleurs. Pas un seul chuchotement de la part des grands médias au sujet de cette attaque flagrante contre la liberté de la presse.

Dans un autre acte d'agression, des manifestants de droite ont pris en otage José Aramayo,

directeur de la station de radio de la Confédération paysanne, après avoir occupé les locaux de la Confédération. Il a été brutalisé et attaché à un arbre dans la rue.

La vague de violence est presque identique aux tentatives de coup d'État menées par les États-Unis et à la violence d'extrême droite déclenchée au Venezuela en 2014 et 2017 et au Nicaragua en 2018.

Ce qui a facilité la tâche des bandits qui ont pu opérer librement et en toute impunité, c'est que d'importants éléments des forces de police, dans ce qui semble être une action coordonnée, ont soulevé un certain nombre de revendications économiques (égalisation des salaires au niveau des forces armées), battu en retraite et laissé la population civile à la merci des voyous racistes qui se livraient au carnage. Les communautés et les partisans de Morales ont organisé leur propre défense, augmentant ainsi la tension.

La plupart des pires outrages ont été soigneusement omis par les rédactions du monde entier qui présentent la crise comme une rébellion contre le gouvernement Morales pour la défense de la démocratie, loin de la réalité sur le terrain.

Le gouvernement l'a à juste titre qualifié de tentative de coup d'État menée par la droite du pays avec des voyous racistes et fascistes qui commettent des actes de violence gratuite dans le seul but d'évincer Morales.

Le 10 novembre, Morales a appelé à de nouvelles élections avec un TSE totalement renouvelée visant à mettre fin à la violence raciste, et a appelé l'opposition à un dialogue.

Cependant, Carlos Mesa a déclaré publiquement dans une déclaration que Morales et son vice-président, Alvaro Garcia Linera, ne peuvent pas continuer à exercer leurs fonctions et doivent démissionner - et qu'ils ne peuvent être candidats à aucune nouvelle élection.

Il a également encouragé l'opposition à poursuivre et à intensifier la pression dans les rues qui a déjà infligé tant de souffrances - principalement à la majorité indigène - et qui a amené la nation au bord de la guerre civile.

C'était le vrai plan de campagne. Depuis 2008, la démocratie bolivienne n'a jamais été autant menacée. Puis le commandant en chef de l'armée a demandé à Morales de démissionner. Aujourd'hui, Morales et le vice-président Alvaro Garcia Linera sont passés à la télévision et ont présenté leur démission, cherchant à instaurer la paix. Le coup d'État a été consommé.

Nous appelons le mouvement syndical britannique à condamner le coup d'État de droite et à soutenir la démocratie en Bolivie ainsi que l'appel de Morales en faveur de nouvelles élections comme moyen démocratique et pacifique de résoudre la crise dans laquelle le pays a été plongé. Plus de Pinochet en Amérique latine !

Francisco Dominguez

Article original en anglais : [The Bolivian coup: what the mainstream media don't tell you](#), The Morning Star, le 12 novembre 2019.

Traduction par Bernard Tornare pour [Le blog Hugo Chavez](#)

Du même auteur en anglais :



[The Battle for Chile](#), 1er novembre 2019

Francisco Dominguez est un universitaire et militant chilien

La source originale de cet article est [Morning Star](#)
Copyright © [Francisco Dominguez](#), [Morning Star](#), 2019

Articles Par : [Francisco Dominguez](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca